



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Conférence de presse à l'occasion de la présentation de la nouvelle étude
économique sur la France réalisée par l'OCDE**

**Intervention de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Jeudi 18 novembre 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Merci, monsieur le Secrétaire général, cher Mathias,

Madame l'Ambassadrice, chère Muriel Pénicaud.

D'abord, merci infiniment à toi, cher Mathias et à toutes tes équipes, en particulier la cheffe économiste de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Laurence Boone, pour la qualité du travail qui nous a été remis et pour ce rapport qui valide les choix de politique économique qui ont été faits par le président de la République et par le Gouvernement pendant cette crise.

Le rapport de l'OCDE confirme que les performances de l'économie française en 2021 et en 2022 seront solides et dynamiques. Nous confirmons une prévision de croissance à 6,25 %, mais Mathias Cormann est beaucoup plus optimiste que nous puisqu'il fixe la croissance française à 6,8 % pour 2021 et au-dessus des 4 % que nous avons fixé pour 2022.

En tout cas, cela confirme une chose simple : la croissance est de retour en France. Elle est solide, elle est dynamique et c'est le fruit des choix de politique économique que nous avons faits avec le président de la République, le Premier ministre et l'ensemble du Gouvernement depuis deux années. Je ne vois aujourd'hui, mais je veux le dire tout de suite, que trois risques qui pourraient peser sur cette croissance française.

Le premier, je le redis avec beaucoup de gravité, c'est le retour de la pandémie. Personne n'a envie de revivre ce que nous avons vécu pendant la crise sanitaire de l'année dernière. J'appelle donc, une nouvelle fois, chacun et chacune, au sens des responsabilités, à la vaccination, au respect des gestes barrières, pour que nous n'ayons pas à revivre ce que nous avons déjà vécu, qui a un impact sur le moral des Français, sur la cohésion sociale, et évidemment sur nos performances économiques.

Le deuxième risque, c'est le manque de main-d'œuvre. Nous voyons bien aujourd'hui que cette pénurie de main-d'œuvre, en particulier dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, dans le secteur médico-social, pose un certain nombre de difficultés et n'est pas encore totalement résorbée.

Enfin un troisième risque dont nous parlons beaucoup et sur lequel je voudrais m'arrêter un instant, nous en avons parlé avec Mathias Cormann avant notre conférence de presse, c'est l'inflation. Nous partageons avec Mathias Cormann la même évaluation l'inflation est transitoire en France et en Europe.

Cette inflation, elle est tirée d'abord par les prix énergétiques. Dans le fond, la question de l'inflation est principalement, au moins en Europe, une question énergétique, une question liée aux prix de l'énergie, à la vigueur de la relance économique et au prix des énergies fossiles. C'est là-dessus qu'il faut être particulièrement vigilant. C'est là-dessus que le Gouvernement porte ses efforts, c'est sur le prix de l'énergie qui est la composante essentielle de l'augmentation des prix en France.

Enfin, le dernier point, c'est qu'il ne faut pas inférer de la situation aux Etats-Unis, la situation en Europe. Il n'y a pas, selon nous, de transmission automatique, de l'augmentation très forte de l'inflation aux Etats-Unis au niveau des prix en Europe. Nous avons des politiques économiques, monétaires, budgétaires différentes, qui obéissent à des règles différentes et à des choix différents. Nous ne voyons donc pas de transmission automatique des niveaux d'inflation des Etats-Unis à l'Union européenne. Pour faire simple, gardons notre sang froid sur ce sujet de l'inflation. Gardons notre sang froid.

Comment expliquer ces chiffres que vient de confirmer le secrétaire général de l'OCDE sur la croissance ?



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les trois explications, selon nous, de cette performance exceptionnelle de l'économie française, c'est d'abord les choix de politique économique qui ont été engagés depuis 2017.

Si aujourd'hui, les entreprises investissent et si les Français consomment, c'est parce que nous avons, depuis 2017, baissé les impôts des ménages comme des entreprises 52 milliards au total depuis 2017. Nous avons tenu tous nos engagements et même plus que nos engagements en matière de baisses d'impôts. Nous nous étions engagés à baisser l'impôt sur les sociétés de 33,3 à 25 % pour toutes les entreprises d'ici 2022 ; chose faite. Nous allons même au-delà puisque le taux réduit de 15 %, pour les PME. Le seuil a été relevé à 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, donc il touche plus de PME que ce qui avait été envisagé. Nous sommes allés au-delà puisque nous avons engagé une baisse des impôts de production de 10 milliards d'euros pour favoriser les relocalisations industrielles.

Je vois un certain nombre de candidats à la présidence de la République qui proposent que nous baissions les impôts de production de 10 milliards d'euros, j'ai envie de leur dire c'est déjà fait.

Nous avons également simplifié la vie des entreprises, réformer le marché du travail, réformer l'assurance chômage. Tout cela a créé un contexte favorable à la reprise économique.

Je suis convaincu que cette reprise n'aurait pas été aussi forte si nous n'avions pas assaini la situation économique française depuis 2017.

En deuxième lieu, et je vais uniquement reprendre les propos qui ont été tenus par Mathias Cormann, la réponse à la crise a été impressionnante et très efficace, je cite le secrétaire général de l'OCDE.

Je pense que nous avons maintenant toutes les indications objectives, ce n'est pas celle du Gouvernement, ce n'est pas l'évolution du ministre de l'Économie et des Finances, c'est l'évaluation du secrétaire général de l'OCDE ; c'est également l'évaluation de l'Institut des politiques publiques, il était moins coûteux et plus efficace de dépenser de l'argent public pour protéger les salariés et les entreprises plutôt que de réparer ensuite.

Si nous n'avions pas dépensé autant d'argent public pour protéger les salariés avec l'activité partielle, protéger les entreprises avec le Fonds de solidarité et le prêt garanti par l'Etat, non seulement nous aurions eu une crise économique plus grave, non seulement nous aurions eu une crise sociale et même probablement une crise politique, mais en plus, nous aurions eu 11 points de dettes supplémentaires. Nous aurions été perdants sur tous les tableaux.

Les choix qui ont été fait par le président de la République et par le Gouvernement font que la France en sortie de crise, gagne sur tous les tableaux, sur le tableau de la croissance, sur le tableau du pouvoir d'achat et sur le tableau de l'emploi.

Je ne dis pas que tout est parfait, il y a encore un travail considérable à faire et je reviendrai sur ce qu'a dit Mathias Cormann, mais quand il y a une crise à gérer, à un moment donné, il faut tirer les leçons de la crise et telles qu'elles le sont par des instituts autonomes, indépendants et neutres sont des leçons positives.

Enfin, nous avons relancé rapidement 100 milliards d'euros, dont 70 seront déployés d'ici la fin de l'année et nous nous engageons maintenant, conformément aux recommandations de l'OCDE, à investir pour préparer l'avenir. C'est le plan France 2030 qu'a dévoilé le président de la République.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Je vais dire en deuxième lieu, que nous partageons toutes les recommandations qui ont été émises par le secrétaire général de l'OCDE sur les étapes qui restent à venir pour l'économie française.

D'abord, nous devons accélérer notre transition écologique. C'est un enjeu absolument majeur. L'OCDE y dédie un chapitre spécifique et je veux remercier Mathias Cormann d'y avoir consacré un chapitre spécifique.

La France est effectivement une des économies les plus décarbonées d'Europe. Notre ambition c'est qu'elle doit être la première grande économie au monde à être totalement décarbonée. Voilà l'objectif que doit viser la France.

Nous pouvons nous fixer comme objectif d'être la première grande économie mondiale à avoir une économie totalement décarbonée. C'est une belle ambition pour la France et c'est une belle ambition pour les Français.

Cela suppose l'électrification massive de nos usages. Cela suppose donc de produire de l'électricité décarbonée dans un volume beaucoup plus important. Vous avez des évaluations qui ont été fixées par le Gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE) avec plusieurs options qui ont été fixées. Mais en tout état de cause, il va falloir investir massivement pour produire de l'électricité décarbonée en France, pour tenir cet objectif.

Première grande puissance économique mondiale à être totalement décarbonée. Pour cela, il n'y a pas un choix à faire entre les énergies renouvelables et le développement de nouveaux réacteurs nucléaires. Ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un et l'autre. Il faut à la fois accélérer le déploiement des énergies renouvelables et, comme l'a indiqué le président de la République, ouvrir de nouveaux réacteurs nucléaires. C'est le choix simple, transparent, efficace du point de vue énergétique, efficace du point de vue économique que nous proposons aux Français. Accélérer les investissements dans les énergies renouvelables comme dans les centrales nucléaires, celles qui existent ou les centrales de nouvelle génération.

En tout cas, je crois que ce qu'a montré la crise énergétique, ce qu'elle montre actuellement et ce qu'elle montrera de manière encore plus brutale dans les semaines et dans les mois à venir, c'est que l'indépendance énergétique n'a pas de prix. Si nous voulons réussir notre transition écologique ne pas être confronté à des pénuries d'électricité et ne pas dépendre de puissances étrangères, il faut investir massivement dans l'électricité décarbonée par le renouvelable ou par le nucléaire.

La France, je le redis, ne veut pas dépendre de puissances étrangères. La France ne veut pas exposer ses compatriotes à des coupures d'électricité auxquelles certains États européens peuvent être confrontés dans les semaines et dans les mois qui viennent. La France ne veut pas d'énergies polluantes.

Je pense que c'est des choix qui peuvent rassembler les Français. Ce sont des choix absolument stratégiques qui engagent les générations à venir. Le président de la République a le mérite d'avoir posé cartes sur table sur ce sujet. Ce sont des choix qui nous engagent massivement pour les années à venir.

Le deuxième point sur lequel je veux insister, parce que je rejoins totalement le secrétaire général de l'OCDE là-dessus, c'est la nécessaire maîtrise des finances publiques.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La maîtrise des finances publiques est un héritage de cette majorité. Nous sommes la majorité qui a rétabli les comptes publics en France depuis 11 ans. Nous sommes la première majorité à avoir fait repasser la France sous les 3 % de déficit en 2018, avoir sorti la France de la procédure pour le déficit public excessif.

Nous avons pris des décisions courageuses pour y parvenir. Ce n'est pas tombé du ciel tout seul. Il a fallu couper dans certaines dépenses publiques, il a fallu renoncer à un certain nombre d'emplois aidés. Nous avons donc pris des décisions courageuses pour parvenir à ce résultat.

La crise est arrivée, nous avons fait un choix stratégique dont tout le monde reconnaît maintenant qu'il était le bon. Dépenser de l'argent public pour protéger les Français. Mais maintenant, nous allons entrer dans une nouvelle phase où il faudra engager résolument et progressivement le rétablissement des finances publiques françaises.

Résolument et progressivement. Résolument, cela veut dire qu'il faut mettre sur la table les moyens de réduire la dette publique française. Les autres sont connus. La croissance, elle est là. Les réformes, nous maintenons le rythme des réformes. Mise en place de l'assurance chômage et annonce très claire du président de la République sur la réforme des retraites.

Enfin, en troisième lieu, troisième instrument indispensable souligné par l'OCDE, une règle pluriannuelle pour stabiliser la dépense publique. Ce ne sont pas des paroles, comme tout le reste ce sont des actes, puisqu'une proposition de loi portée par Laurence Saint-Martin et Eric Woerth marque une première étape dans l'adoption d'une règle de pluri-annualité sur les dépenses publiques.

Nous mettons une fois encore cartes sur table, voilà les moyens qui nous permettent de garantir résolument la baisse de la dette publique en France. J'insiste là-dessus parce que cela préoccupe les Français.

La question énergétique préoccupe les Français, nous y apportons des réponses. La question de la dette préoccupe légitimement les Français parce que les Français sont un peuple responsable.

Arrêtons de caricaturer les Français en cigales dépensières qui ne sauraient que dépenser, qui ne serait pas soucieuse de la dette. C'est faux, le peuple français sait qu'une dette se rembourse. Le peuple français est déterminé à rembourser sa dette et le ministre des Finances est déterminé à ce que nous respections nos engagements dans ce domaine-là.

Il faut le faire résolument, j'ai donné les instruments. Il faut le faire aussi progressivement. Ce n'est pas la peine de se précipiter. Quand j'entends certains dire il faut tailler à la hache, la hache est utile pour couper les bras, couper les jambes. En règle générale, cela empêche d'être agile. Cela empêche de réaliser pleinement son potentiel. Je ne crois pas du tout à cette méthode brutale qui braque le peuple français et qui bloque la réduction progressive de la dette publique et de la dépense.

Nous devons avoir une approche progressive qui permet de concilier l'objectif de réduction de la dette, indispensable, et l'objectif de croissance tout aussi indispensable pour réduire cette dette publique. Les chiffres, d'ailleurs, sont très clairs, notre déficit baissera de 8,2 à 5 % de 2021 à 2022 et la dette de 115,3 à 113,5 % de notre PIB.

Enfin, dernier point sur lequel l'OCDE s'arrête longuement, à juste titre, parce que je crois que c'est précisément le mal français, c'est le chômage, la réduction des inégalités, la nécessité de traiter les problèmes à la racine qui fait partie, là aussi de ce qui constitue cette majorité.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La France depuis un demi-siècle vit avec le chômage de masse. C'est une exception française, c'est une mauvaise exception française. Nous la combattons et je suis convaincu qu'avec les bons instruments éducatifs de formation, de qualification, d'incitation au retour à l'activité, de réforme de l'assurance chômage, de valorisation du travail et de meilleure rémunération du travail, nous pouvons, dans les années qui viennent, sortir de ce demi-siècle de chômage de masse pour rentrer dans un siècle de plein emploi. Là aussi, cela doit être notre objectif stratégique.

Enfin, je considère que quand vous cherchez des raisons au désarroi français, aux inquiétudes des Français, quand vous avez vécu pendant un demi-siècle sous une période de chômage de masse, je ne suis pas sûr qu'il faille aller chercher beaucoup plus loin la raison des inquiétudes sociales des Français.

Nous partageons donc les recommandations proposées par l'OCDE. Nous avons commencé à les mettre en place par le contrat d'engagement jeune. Je parle de la réforme de l'assurance chômage, je parle de l'effort qui est fait en matière de formation et de qualification et qu'avait engagé Muriel Pénicaud à l'époque, avec beaucoup de détermination et beaucoup d'efficacité. Je souhaite que nous continuions dans cette voie.

Un tout dernier mot de conclusion, pour saluer la place qu'occupe désormais l'OCDE dans les organisations multilatérales.

Vous connaissez notre attachement, avec le président de la République au système multilatéral. L'OCDE y a pris au cours des années passées et des mois passés, une place centrale. Selon moi, l'OCDE est un modèle d'organisation multilatérale efficace. Si c'est une organisation multilatérale respectée, c'est parce qu'elle ne se contente pas de discuter, elle décide. C'est bien cela que nous attendons d'une grande organisation multilatérale comme l'OCDE.

Le meilleur exemple, évidemment, c'est l'aboutissement de la réforme sur la fiscalité internationale. C'est une des réformes internationales les plus stratégiques qui aient été adoptées au cours des dernières décennies, nous la devons à l'OCDE, nous la devons à Mathias Cormann, nous la devons à son prédécesseur, Angel Gurría, nous la devons à toutes les équipes de l'OCDE et je veux très sincèrement, les remercier pour la qualité du travail qu'ils ont engagé.

Merci.